

1984, on dénombrait 10 800 mises en chantier. Cette année, il y en aura environ 13 000. Si vous le permettez, j'aurais encore d'autres exemples. Je sais que mes collègues d'en face veulent les entendre parce que la question les intéresse.

M. Tobin: Il y a un gouvernement libéral au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve et il y en aura un autre en Nouvelle-Écosse.

M. MacKay: En somme, contrairement au programme spécial d'aide à la récupération des immobilisations proposé par mes collègues d'en face avant les élections et qui répondait surtout à des besoins politiques, l'Agence est un programme sérieux qui montre que le gouvernement fédéral veut aider le Canada atlantique.

M. Tobin: Quel culot!

M. MacKay: Je peux étayer ces statistiques. Le député de Cape Breton Highlands—Canso (M. LeBlanc) est un homme juste et il sait que 12 millions de dollars ont été consacrés à l'aménagement d'un quai à Mulgrave dans le cadre du programme SCRAP. Je m'en réjouis, mais je dois dire une chose: le programme portait bien son nom, car il n'a offert que des miettes à de nombreuses circonscriptions. La mienne n'a pas touché un sou. La population canadienne n'a pas été très impressionnée par ce programme puisqu'elle a mis au rancart le gouvernement qui l'avait lancé. Ce n'était pas un idée particulièrement brillante.

Cette année, plus de 120 000 entreprises seront créées, contre 85 000 en 1984. En 1984, le produit intérieur brut de la région canadienne de l'Atlantique, qui est le critère fondamental de son rendement économique, était de 23,7 milliards de dollars. Cette année, il atteindra 33,7 milliards, ce qui représente une hausse de 50 p. 100 en cinq ans. Si l'on examine la situation en toute impartialité, on se rend compte que l'économie de la région de l'Atlantique est de plus en plus forte grâce à la politique du présent gouvernement.

M. Tobin: Quand êtes-vous allé chez vous la dernière fois?

M. MacKay: Comme on l'a clairement affirmé dans le discours du Trône, les Canadiens de l'Atlantique peuvent être sûrs que notre gouvernement est fermement déterminé à soutenir le développement régional.

Mes collègues n'ignorent pas que le gouvernement fédéral va investir cette année le montant record de 500 millions de dollars dans le développement régional du Canada atlantique. Il en sera de même au cours des cinq prochaines années, les investissements se situant en moyenne à 425 millions de dollars par année. Juste à titre de comparaison, sachez que les investissements fédéraux dans le développement régional de l'Atlantique se situaient à 282 millions de dollars par année au cours des cinq dernières années. Ce sont là les faits. Notre gouvernement est manifestement déterminé à adopter un pro-

gramme très sain de dépenses comme partie intégrante d'une politique efficace de développement régional.

Mme Clancy: Les dépenses de l'assistance sociale vont grimper en flèche.

M. MacKay: Quoi qu'il en soit, ce n'est pas à coup d'argent seulement qu'on règle les problèmes, comme les gouvernements précédents l'ont constaté. Cette formule aboutit rarement aux solutions qui conviennent, et c'est cela qui aujourd'hui constitue le vrai défi de l'APECA: comment assurer un développement maximal à l'économie atlantique? Voilà pourquoi le gouvernement a recouru à cette mesure extraordinaire qu'a été la création d'un nouvel organisme consacré exclusivement au Canada atlantique.

Après avoir écouté attentivement les habitants du Canada atlantique, le premier ministre (M. Mulroney) annonçait en juin 1987 la création de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. Et c'est à Saint-Jean de Terre-Neuve qu'il l'a fait, endroit tout à fait indiqué. Il ne s'agit pas d'un organisme gouvernemental au sens traditionnel. C'est une formule audacieuse, originale et nouvelle qui fait très secteur privé. Cette agence est implantée dans le Canada atlantique et non à Ottawa. Son président, et par son intermédiaire le ministre, sont guidés par un conseil consultatif du secteur privé. Les programmes et politiques de l'agence sont réalisés dans le Canada atlantique par des Canadiens de la région. On est loin de l'approche centralisatrice qui caractérisait autrefois le développement économique régional.

Pour la première fois le Canada atlantique a la possibilité de choisir lui-même sa voie et de façonner lui-même ses destinées. L'agence a reçu une mission complète et possède les pouvoirs qu'il lui faut pour la mettre en oeuvre. Le projet de loi qui a créé l'APECA, malgré l'opposition des collègues d'en face, a doté l'agence de quatre grands pouvoirs. Le plan d'action autorise la création de programmes d'assistance directe aux organismes, la défense des intérêts du Canada atlantique lors de l'adoption des politiques et programmes nationaux, la collaboration qui est le droit de conclure avec les provinces des accords d'action et de coordination commune, et la mission de coordonner tous les programmes fédéraux ayant des incidences sur le développement régional du Canada atlantique.

C'est surtout par le Programme Action que l'APECA rayonne auprès des entreprises du Canada atlantique et des organismes qui défendent leurs intérêts. Dans le cadre de ce programme, elle a versé plus d'un demi-milliard de dollars à de solides projets de développement économique. Depuis sa création en février 1988, ce programme connaît un énorme succès. Il a reçu un accueil enthousiaste des entrepreneurs de la région, ceux-ci lui ayant fait parvenir jusqu'à présent plus de 60 000 demandes de renseignements et plus de 12 000 demandes d'aide. Il reçoit dix fois plus de demandes que les program-